

Ministère du Plan et de la
Promotion du Secteur Privé

Région Administrative de Labé

Bureau Régional de la
Planification et du
Développement (BRPD)

Projet «Appui à la
Stratégie de
Réduction de la
Pauvreté» (ASRP)

Antenne de Labé

gtz

Coopération Technique
Allemande

***Etude sur la pauvreté dans
les quartiers périurbains de la
Région Administrative de Labé***

Mamadou Cellou Gomba DIALLO

Consultant

Tél. 60 52 07 41 / 62 25 23 59

E-mail: ballalguinee@yahoo.fr

Labé, le 28 juillet 2009

Sommaire

Acronymes	3
Synthèse	4
1 Introduction	5
2 Le contexte de l'étude	5
3 Les objectifs, la méthodologie et le déroulement de l'étude	6
4 La situation des quartiers périurbains	7
4.1 Informations générales	7
4.2 La population et l'habitat	8
4.3 Les infrastructures scolaires	10
4.4 Les infrastructures sanitaires	16
4.5 Les points d'eau aménagés	17
4.6 Les sites touristiques	18
4.7 Les principales activités et leurs contraintes	18
4.8 Les projets et programmes	20
5 La situation budgétaire des CU	21
6 Pauvreté et gouvernance	22
7 Les résultats de l'atelier de restitution	23
8 Conclusions et recommandations	24

Liste des tableaux

Tableau 1 Les principaux indicateurs démographiques de la RA de Labé	5
Tableau 2 Les quartiers périurbains: Données de base	7
Tableau 3 Situation démographique des quartiers périurbains enquêtés	8
Tableau 4 Situation de l'habitat dans les quartiers périurbains enquêtés	9
Tableau 5 Les infrastructures scolaires par localité, CU Koubia	11
Tableau 6 Les infrastructures scolaires par localité, CU Labé	11
Tableau 7 Les infrastructures scolaires par localité, CU Lélouma	12
Tableau 8 Les infrastructures scolaires par localité, CU Mali	13
Tableau 9 Les infrastructures scolaires par localité, CU Tougué	14
Tableau 10 Récapitulation des principaux indicateurs scolaires au niveau des CU	14
Tableau 11 Les infrastructures sanitaires des CU	16
Tableau 12 Les points d'eau des quartiers périurbains enquêtés	17
Tableau 13 Répertoire des sites touristiques selon les quartiers	18
Tableau 14 Répertoire des activités économiques et leurs contraintes	18
Tableau 15 Répertoire des projets et programmes	20

Liste des annexes

Annexe 1 Exécution des budgets, CU Koubia (en GNF)	26
Annexe 2 Exécution des budgets, CU Labé (en GNF)	26
Annexe 3 Exécution des budgets, CU Lélouma (en GNF)	27
Annexe 4 Exécution des budgets, CU Mali (en GNF)	27
Annexe 5 Exécution des budgets, CU Tougué (en GNF)	28
Annexe 6 Guide d'entretien	29
Annexe 7 Liste des quartiers urbains et périurbains de la RA de Labé	31
Annexe 8 Documents consultés	32

Acronymes

AFD	Agence Française de Développement
APNDS	Appui au Programme National de Développement Santé
ASRP	Appui à la Stratégie de Réduction de la Pauvreté
BAD	Banque Africaine de Développement
BM	Banque Mondiale
BND	Budget National de Développement
BRPD	Bureau Régional de la Planification et du Développement
CE	Cours Elémentaire (première et deuxième année)
CFU	Contribution Foncière Unique
CM	Cours Moyen (première et deuxième année)
CP	Cours Préparatoire (première et deuxième année)
CRD	Communauté Rurale de Développement
CU	Commune Urbaine
DSEE	Délégué Scolaire de l'Enseignement Elémentaire
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
DVV	Institut de Coopération Internationale Allemande pour l'Education des adultes
EIBEP	Enquête Intégrée de Base pour l'Evaluation de la Pauvreté
EPT	Education Pour Tous
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
GSM	Global Système Mobile
GTZ	Coopération technique allemande
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PACV	Programme d'Appui aux Communautés Villageoises
PDSD/HMG	Projet de Développement Social Durable de Haute et Moyenne Guinée
PRADEL	Programme de Réhabilitation Agricole et d'Appui au Développement Local
PROPEB	Programme de Promotion de l'Education de Base
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitation
PAM	Programme Alimentaire Mondial
TDR	Termes De Référence

Synthèse

Cette étude a été lancée sur demande du Bureau régional de la planification et du développement (BRPD) de la Région administrative (RA) de Labé et réalisée avec l'assistance technique de la coopération allemande (GTZ). Son objectif général est de connaître la situation de la pauvreté dans les quartiers périurbains de cette région. Sur les 78 quartiers que comptent les cinq Communes urbaines (CU) de la région, 55 sont périurbains. Parmi les quartiers périurbains, 21 ont été soumis à une enquête directe. Non seulement les aspects démographiques, administratifs et budgétaires, mais aussi l'habitat, l'énergie, les infrastructures scolaires et sanitaires, les points d'eau, les sites touristiques, les activités économiques et les interventions des partenaires internationaux font l'objet de cet examen empirique. Les travaux sur le terrain ont été réalisés lors de la période du 10 décembre 2008 au 12 janvier 2009. Un atelier de restitution des résultats s'est déroulé le 28 mai 2009 à Labé, avec une trentaine de participants. Les résultats de l'étude y compris de l'atelier de restitution soulignent l'importance du renforcement des capacités institutionnelles et humaines pour une meilleure maîtrise des politiques sectorielles. Plus particulièrement, les recommandations issues de l'étude et de sa restitution visent une meilleure implication des conseillers des quartiers urbains et périurbains dans les séances de concertation, une meilleure orientation des projets et programmes vers les quartiers déshérités, le renforcement de l'efficacité des services locaux au niveau des communes urbaines, une meilleure répartition des tâches actuellement attribuées aux secrétaires généraux des communes urbaines, et la création d'un environnement favorable au développement économique, démocratique et social durable.

1 Introduction

Pour faire face aux nombreux défis qui interpellent les populations, le Gouvernement de la République de Guinée s'est engagé en 2000 dans le processus d'élaboration du Document de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP), adopté en 2002. Les objectifs assignés à la Stratégie de réduction de la pauvreté (SRP) sont en harmonie avec les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) que la Guinée s'est également engagée à atteindre. Le DSRP vise principalement la réduction significative de la proportion des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté de 40% en 2002 à 30% en 2010. Mais un tel objectif est difficilement atteignable dans le contexte actuel de développement de la Guinée en général et des Communes urbaines (CU) relevant d'une Région administrative (RA) réputée pauvre comme Labé.

C'est pour adapter les stratégies de développement aux réalités du moment que la Stratégie Régionale de Réduction de la Pauvreté (SRRP) de Labé a été élaborée grâce à un appui de la coopération technique allemande (GTZ) à travers son projet d'Appui à la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (ASRP).

Dans le cadre de sa mise en œuvre et du suivi-évaluation, il a été constaté des écarts dans les espaces d'intervention des projets et programmes évoluant dans les CU de la RA. Cet état de fait ne cesse de creuser le fossé entre les populations relevant d'une même collectivité locale.

C'est dans cette optique que le projet ASRP, sur la demande du Bureau régional de la planification et du développement (BRPD), a lancé une enquête au niveau des cinq CU de la RA de Labé pour mieux cerner la problématique de la pauvreté dans sa dimension périurbaine.

2 Le contexte de l'étude

Située au Nord de la Moyenne Guinée sur le haut plateau du massif central du Fouta Djallon, la RA de Labé couvre une superficie de 22 616 km². Selon le Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH) de 1996, la RA de Labé est composée d'une population de 799 545 habitants dont 440 487 (55,1%) de sexe féminin.

Tableau 1 Les principaux indicateurs démographiques de la RA de Labé

Préfecture	Ménages	Hommes	Femmes	%femmes	Total
Koubia	14 974	41 966	49 916	54,3%	91 882
Labé	42 159	114 328	137 374	54,6%	251 702
Lélouma	23 906	58 486	78 787	57,4%	137 273
Mali	32 042	91 713	112 328	55,1%	204 041
Tougué	16 573	52 565	62 082	54,2%	114 647
RA Labé	129 654	359 058	440 487	55,1%	799 545

Source: <http://www.stat-guinee.org/>

Dans sa configuration actuelle, la RA de Labé est composée de cinq préfectures totalisant 53 collectivités locales dont 48 Communautés rurales de développement (CRD) et 5 Communes urbaines (CU). Les CU sont Koubia, Labé, Lélouma, Mali et Tougué avec une population résidente de 149.006 habitants dont 84.325 habitants (56,6%) vivent dans les quartiers périurbains.

L'analyse de la pauvreté effectuée dans la RA note une grande disparité entre les villes (communes urbaines) et les zones rurales (CRD voire sous-préfectures). Les mêmes inégalités sont perceptibles entre les quartiers constituant le noyau urbain et les quartiers

périurbains qui ont les mêmes modes de vie que les districts dans les CRD (voire sous-préfectures).

On se rend ainsi à l'évidence que malgré des nombreux efforts fournis pour promouvoir un développement rationnel de la RA, le phénomène de pauvreté y persiste encore. Ce qui signifie que toutes ses dimensions n'ont pas été prises suffisamment en compte, et qu'il est désormais indispensable, afin de réduire effectivement la pauvreté, de mettre en œuvre des mesures urgentes qui s'y attachent pour couvrir tous les secteurs affectés par le phénomène.

C'est pourquoi, le projet ASRP a décidé, dans le cadre de son appui au Gouvernement guinéen à la mise en œuvre de la SRP, de donner un appui aux maires pour mieux appréhender la dimension de la pauvreté dans les quartiers périurbains des cinq CU de la RA de Labé.

Cet appui va permettre aux décideurs et aux planificateurs de mieux cerner le potentiel avec le profil des contraintes en vue de déterminer les actions prioritaires par localité.

3 Les objectifs, la méthodologie et le déroulement de l'étude

L'objectif général de l'étude est de connaître la situation de la pauvreté dans les quartiers périurbains des CU de la RA de Labé.

Les objectifs spécifiques de l'étude sont les suivants:

- Cerner l'étendue et dégager certains aspects de la pauvreté dans les localités périphériques (quartiers périurbains) des CU de la RA de Labé,
- Identifier les forces et les faiblesses de ces localités en termes de développement économique et social,
- Identifier au niveau des secteurs sociaux notamment des axes d'intervention susceptibles de favoriser une perspective meilleure, car plus proche des besoins et des préoccupations prioritaires des populations concernées.

Selon les termes de référence de l'étude, les tâches spécifiques du consultant ont été les suivantes:

- Rechercher et consulter la documentation disponible sur la situation de la pauvreté dans la RA,
- Elaborer un questionnaire et le valider avec l'équipe de l'antenne du projet ASRP à Labé,
- Réaliser l'enquête dans les cinq communes urbaines,
- Faire la restitution à l'antenne après chaque étape d'une commune,
- Elaborer le rapport sur les résultats de l'appui réalisé dans les quartiers périurbains des cinq CU de la RA de Labé,
- Réaliser une restitution de l'appui au cours d'un atelier à l'intention des élus de cinq CU de la RA de Labé.

L'étude a été réalisée par un consultant avec l'appui de deux personnes ressources. Un guide d'entretien ayant servi d'outil de collecte a été élaboré par le consultant et validé par le projet ASRP et le BRPD. Les entretiens ont eu lieu au niveau des cinq CU avec les maires, les membres de conseils communaux, les secrétaires généraux de commune, les chefs de quartiers et les membres des conseils de quartiers. Au niveau de chaque commune, des quartiers périurbains assez représentatifs ont été choisis de commun accord avec les conseils communaux et enquêtés.

L'étude s'est déroulée en quatre étapes à savoir:

- Elaboration et validation du questionnaire (guide d'entretien),
- Tournée de prise de contact avec les élus municipaux et interviews des conseils de quartiers (voir liste des quartiers urbains et périurbains en Annexe 7),
- Dépouillement, analyse et rédaction du rapport,
- Restitution des travaux aux communes en atelier.

Le calendrier de la tournée dans les cinq CU de la RA de Labé a été exécuté ainsi qu'il suit:

- Du 10 au 12 décembre 2008 visite dans la CU de Lélouma,
- Du 13 au 15 décembre 2008 visite dans la CU de Koubia,
- Du 16 au 18 décembre 2008 visite dans la CU de Tougué,
- Du 2 au 5 janvier 2009 visite dans la CU de Labé,
- Du 9 au 12 janvier 2009 visite dans la CU de Mali.

Le dépouillement, l'analyse des données et la rédaction du rapport sont réalisées entre mi-janvier et fin février 2009.

Un atelier de restitution s'est déroulé le 28 mai 2009 dans la salle de réunion de l'antenne du projet ASRP à Labé. L'ouverture a été faite par le Directeur de cabinet du Gouvernement de Labé accompagné du Chef de cabinet et du Conseiller du Gouvernement. La restitution a connu la présence des secrétaires généraux chargés des collectivités, des maires des CU, des secrétaires généraux des communes, des receveurs et conseillers communaux et des services techniques régionaux (BRPD, SERACCO). Deux discours ont été prononcés respectivement par l'Assistant technique du projet ASRP et le Directeur du Cabinet du Gouvernement.

L'approche méthodologique utilisée au cours de la restitution des résultats de l'enquête a consisté en une présentation Powerpoint des résultats, suivi des débats. En suite les participants ont été organisés en trois groupes de travail pour mener des réflexions approfondies et des analyses sur les forces et faiblesses des CU par secteurs d'activités tout en formulant les conclusions et recommandations tirées dans le but de les validées en plénière. Sur la base des résultats des travaux de groupe, après avoir été débattus par les participants, des recommandations ont été formulées pour améliorer le contenu du document. C'est sur cette base que le présent rapport a été finalisé.

4 La situation des quartiers périurbains

4.1 Informations générales

Sur les 78 quartiers que comptent les cinq CU de la RA de Labé, 55 (71%) sont périurbains. (voir Tableau 2).

Tableau 2 Les quartiers périurbains: Données de base

CU	Cat.	No. de quartiers	Dont péri-urbains	Population des CU			No. de conseillers	
				Homme	Femme	Total	Homme	Femme
Koubia	C	8	6	11 553	13 272	24 825	8	1
Labé	A	28	16	38 487	40 617	79 104	21	2
Lélouma	C	7	4	5 444	6 838	12 282	8	1
Mali	C	20	16	13 423	16 160	29 583	7	2
Tougué	C	15	13	10 602	14 884	25 486	7	2
RA Labé	-	78	55	79 509	91 771	171 280	51	8

Source: RGPH 1996 ; voir aussi Annexe 7.

Toutes les CU ont été créées en 1991 sauf Tougué, créée en 1992.

A l'exception de la CU de Labé, qui est de type A, les CU de la RA de Labé sont de type C, ce qui signifie que les grandes agglomérations urbaines sont rares dans cette RA.

Sur les neuf membres du conseil communal de Tougué, deux sont décédés et leurs postes restent vacants jusqu'ici.

Sur les 59 conseillers communaux, 7 membres seulement proviennent des quartiers périurbains.

Les femmes sont faiblement représentées avec 13%. Ainsi, il apparaît clairement que dans les quartiers périurbains les femmes, malgré leur importance numérique, sont faiblement représentées dans les conseils communaux. En ce qui concerne les femmes, leur faible représentation est en contradiction avec les textes légaux en la matière.

4.2 La population et l'habitat

L'analyse du Tableau 3 (ci-dessous) montre que les femmes constituent près de 56% des populations périurbaines des quartiers touchés par l'étude. Cette réalité ne s'écarte pas de la révélation de l'EIBEP de 2002 qui stipule que la population guinéenne est essentiellement constituée de femmes avec 52,5% au total et 72,1% en milieu rural. Malgré cette importance numérique, les femmes des quartiers enquêtés sont faiblement représentées comme indiqué ci-dessus dans les conseils communaux et organes de prise de décision.

Tableau 3 *Situation démographique des quartiers périurbains enquêtés*

CU	Quartier périurbain enquêté	Population			Conseillers		
		Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Koubia	Hérico	960	1800	2760	8	1	9
	Madina Kossi	619	755	1374	7	2	9
	Missira	2025	2475	4500	8	1	9
Labé	Dongol	1235	1294	2529	2	2	4
	Dongol Dayébhé	413	536	949	4	3	7
	Falo Bowé	553	598	1151	3	1	4
	Nadhel	1570	1771	3341	1	2	3
	Petewel	547	723	1270	5	0	5
	Safatou 1	1203	1308	2511	2	2	4
Lélouma	Djinkan	2250	2600	4850	5	2	7
	Poyé	450	750	1200	4	1	5
Mali	Bara	1166	1423	2589	8	1	9
	Bogoma	889	1086	1975	11	1	12
	Horé Fello Yandi	817	997	1814	7	2	9
	Koumba	893	1091	1984	6	3	9
	Teinsira	859	1048	1907	8	1	9
Tougué	Ballama	1034	1124	2158	6	3	9
	Ganfata	446	921	1367	7	2	9
	Kénya	662	908	1570	8	1	9
	Oulenko	488	621	1109	8	1	9
	Soumpoura	1073	1388	2461	6	3	9
Total	-	20152	25217	45369	124	35	159

Plus de 68% des habitations des quartiers périurbains de la RA de Labé sont constituées en banco (voir Tableau 4, ci-dessous). Aussi d'une manière générale, ces quartiers ne bénéfici-

cient presque pas d'actions de lotissement. Sur les 22 quartiers visités, seuls deux (9%) ont reconnu avoir eu des appuis en matière de lotissement.

Tableau 4 Situation de l'habitat dans les quartiers périurbains enquêtés

CU	Quartier périurbain enquêté	Type habitant dominant	Lotissement	Maison à éclairage solaire	Existence réseau électrique	Existence réseau GSM
Koubia	Hérico	Banco	Non lotis	-	Néant	Non
	Madina Kossi	Banco	Non lotis	-	Néant	Oui
	Missira	Banco	Non lotis	-	Néant	Oui
Labé	Dongol	Semi dur	Lotis	-	En cours	Oui
	Dongol D.	Banco	Non lotis	3	Néant	Oui
	Falo Bowé	Semi dur	Non lotis	-	Néant	Oui
	Nadhel	Semi dur	Lotis	4	Néant	Oui
	Petewel	Semi dur	Partiellement lotis	-	Néant	Oui
	Safatou 1	Semi dur	Lotis	10	Partiel	Oui
Lélouma	Poyé	Semi dur	Non lotis	5	Néant	Oui
	Djinkan	Semi dur	Lotis traditionnel	50	Néant	Non
Mali	Bogoma	Banco	Non lotis	-	Néant	Oui
	Teinsira	Banco	Non lotis	-	Néant	Non
	H. Fello Yandi	Banco	Non lotis	-	Néant	Oui
	Bara	Banco	Non lotis	-	Néant	Oui
	Koumba	Banco	Non lotis	3	Néant	Oui
Tougué	Kénya	Banco	Non lotis	1	Néant	Oui
	Ganfata	Banco	Non lotis	2	Néant	Oui
	Oulenko	Banco	Non lotis	-	Néant	Oui
	Ballama	Banco	Non lotis	-	Néant	Oui
	Soumpoura	Banco	Non lotis	-	Néant	Oui

S'agissant des panneaux solaires, la préfecture de Lélouma se distingue nettement des autres par le nombre de panneaux existants dans les quartiers périurbains (78%) contre respectivement près de 4% à Mali et Tougué.

En ce qui concerne l'électricité, force est de reconnaître que les quartiers périurbains enquêtés ne sont pas alimentés par un quelconque réseau électrique urbain. Surtout en dehors de la CU de Labé, les autres communes ne bénéficient pas encore d'électricité.

Quant au réseau GSM, la plupart des quartiers périurbains enquêtés reçoivent le réseau perdu. Ce qui constitue déjà un motif de soulagement, car dans un passé récent le téléphone mobile était considéré comme une denrée rare, alors qu'aujourd'hui il constitue une nécessité vitale. Sur les 21 quartiers enquêtés, 3 quartiers seulement n'ont ni le réseau direct, ni le réseau perdu. La quasi-totalité des quartiers périurbains ont réellement du mal à se reconnaître comme entité relevant d'une commune urbaine de type A telle que Labé (cas du quartier de Dongol Dayabhé) qui manque de points d'eau améliorés, de schéma d'aménagement sur fonds de plan de lotissement.

L'esprit de décentralisation est disséminé certes, mais les moyens de son application font encore défaut malgré les efforts du Gouvernement et des partenaires au développement.

4.3 Les infrastructures scolaires

CU Koubia

Selon le DSEE pour l'année scolaire 2007-2008, la CU de Koubia dispose de 25 écoles pour 92 salles de classe équipées de 1885 tables-bancs, 85 bureaux pour maître et 59 armoires (voir Tableau 5).

Le nombre de cas de déperdition scolaire enregistré est de 47 élèves à l'école primaire pour 2007-2008 soit 1,57%. La pratique de la double vacation n'existe pas dans la CU.

Les classes multigrades fonctionnent au niveau de quelques écoles conformément au tableau ci-dessous:

Ecoles	Nature multigrade	Nombre d'élèves
Tyekere	CP2 +CE2	30
Dalaba	CP2 +CE1	40
Madina Kossi	CP2 +CE2	35
Bassira	CP2 +CM1	40
Safa	CP2 +CE2	40

Notes: CP = Cours préparatoire (première et deuxième année), CE = Cours élémentaire (première et deuxième année), CM = Cours moyen (première et deuxième année).

Cinq établissements primaires utilisent les classes multigrades pour un effectif cumulé de 155 élèves.

Le ratio élèves / salle de classe est de 32,4, tandis que le ratio élèves / table-banc est 1,6. Quant au ratio élèves / maître, il de l'ordre de 39,8, s'agissant de la parité fille / garçon, elle est de 0,85 (voir Tableau 10).

CU Labé

La CU de Labé compte 83 écoles primaires dont 33 privées contre 50 publiques pour un effectif cumulé de 21.996 élèves dont 11.375 filles, soit une parité fille / garçon de 1,07, alors que le ratio élève / table-banc est égal à 2,7 qui est le ratio le plus élevé de la RA (voir Tableaux 6 et 10). Ceci s'explique essentiellement par la convergence vers le centre ville des élèves des agglomérations les plus proches, aussi bien de la préfecture de Labé que des autres préfectures de la RA.

En ce qui concerne le ratio élève / maître, il est égal à 40,3, pendant que le ratio élève / salle de classe est de 45,5. Comparé aux autres préfectures, ce ratio est également le plus élevé de la RA.

Le nombre de cas de déperdition scolaire pour l'année scolaire 2007-2008 est évalué à 2,87% au total et pour les filles à 2%.

La pratique de la double vacation est effectuée au niveau de 25 écoles pour 69 salles de classe par 135 enseignants et pour un effectif de 6230 élèves.

Tableau 5 Les infrastructures scolaires par localité, CU Koubia

Localité	Nombre écoles	Nombre salles de classe	Nombre tables bancs	Nombre bureaux	Nombre armoires	Effectif maîtres			Effectif élèves		
						Femme	Homme	Total	Fille	Garçon	Total
Hérico	2	7	138	7	4	2	4	6	142	154	296
Kiry	1	4	82	3	3	0	1	1	0	120	120
Koubia 1	6	18	314	15	12	11	10	21	318	353	671
Koubia 2	2	15	372	10	12	10	5	15	204	234	438
Madina Kossi	3	14	266	9	5	1	5	6	114	199	313
Madina Taibata	2	6	126	7	3	2	2	4	102	71	173
Missira Timbobhé	3	9	219	12	11	2	3	5	138	99	237
Moromi	2	8	116	10	1	3	6	9	163	193	356
Timba	4	11	250	12	9	2	6	8	195	187	382
Total	25	92	1885	85	59	33	42	75	1376	1610	2986

Tableau 6 Les infrastructures scolaires par localité, CU Labé

Localité	Nombre écoles	Nombre salles de classe	Nombre table bancs	Nombre chaises	Nombre armoires	Effectif maîtres	Effectif élèves		
							Fille	Garçon	Total
Bowloko	9 publiques	45	3400	85	35	92	1243	2452	3695
	9 privées	56	850	84	9	49	851	840	1691
Kouroula	13 publiques	78	1415	297	56	88	2610	1199	3809
	7 privées	48	99	67	14	43	830	879	1709
Daka	12 publiques	73	1373	105	35	88	2227	1121	3348
	12 privées	56	938	156	12	55	800	1254	2054
Tata	16 publiques	94	435	61	15	100	2273	2275	4548
	5 privées	33	75	8	6	30	541	601	1142
Total	83	483	8585	863	184	545	11375	10621	21996

Tableau 7 Les infrastructures scolaires par localité, CU Lélouma

Localité	Nombre écoles	Nombre salles de classe	Nombre tables bancs	Nombre bureaux	Nombre armoires	Effectif maîtres			Effectif élèves		
						Femme	Homme	Total	Fille	Garçon	Total
Damboudhé	1	3	60	1		1	2	3	32	38	70
Diala	3	9	130	9	9	5	7	12	196	211	407
Diala Kadié	1	2	70	2	2		2	2	46	66	112
Djinkan	1	4	93	4	3	1	3	4	105	60	165
FA Djinkan	1	3	45	2	1		2	2	65	61	126
FA Tyanhé	2	8	90	6	6	5	6	11	96	94	190
Kambou	1	1	21	1	1		1	1	19	26	45
Kansanhi	1	3	60	4	3	1	2	3	39	21	60
Kénéry	2	7	100	6	5	2	5	7	145	134	279
Pétel	3	16	326	17	17		12	12	310	305	615
Poyé	1	4	173	7	8		4	4	131	90	221
Sanama	2	5	84	5	5		1	1	49	51	100
Total	19	65	1252	64	60	15	49	64	1233	1157	2390

Tableau 8 Les infrastructures scolaires par localité, CU Mali

Localité	Nombre écoles	Nombre salles de classe	Nombre tables bancs	Nombre bureaux	Nombre armoires	Effectif maîtres			Effectif élèves		
						Femme	Homme	Total	Fille	Garçon	Total
Bandouya	1	3	17	2	2	0	2	2	60	63	123
Bara	3	10	168	6	2	1	8	9	233	198	431
Bérébéré	1	2	26	2	2	0	2	2	29	53	82
Bhoundou Hollandé	3	9	112	6	6	4	5	9	161	255	416
Bogoma	2	8	154	8	8	2	7	9	174	154	328
Dongol Amoroya	1	3	60	4	2	1	2	3	58	74	132
Horé Fello Yandi	1	8	99	6	5	5	3	8	107	109	216
Kortoméré	2	4	75	4	4	2	2	4	93	107	200
Koumba	1	5	65	3	2	0	5	5	120	116	236
Ley Thiehel	1	3	70	3	3	1	2	3	62	80	142
Mali Misidé	2	9	180	6	6	2	6	8	219	234	453
Ndantawi	2	7	144	10	3	1	5	6	181	166	347
Pakaya	3	3	56	0	0	0	3	3	30	77	107
Sôpary	2	5	59	3	3	0	3	3	61	109	170
Teinsira	1	3	46	3	3	2	1	3	58	80	138
Wanwan	2	6	68	6	6	2	3	5	130	156	286
Total	28	88	1399	72	57	23	59	82	1776	2031	3807

Tableau 9 Les infrastructures scolaires par localité, CU Tougué

Localité	Nombre école	Nombre salles de classe	Nombre tables bancs	Nombre bureaux	Nombre armoires	Effectif maîtres			Effectif élèves		
						Femme	Homme	Total	Fille	Garçon	Total
Ballama	2	9	152	6	2	1	3	4	66	100	166
Bolé	2	6	151	6	3	1	4	5	117	145	262
Ganfata	1	3	60	3	0	0	3	3	52	80	132
Kalanka	1	2	32	0	1	0	2	2	45	62	107
Kambaya	1	3	60	3	1	0	3	3	43	73	116
Kéléla	1	3	64	3	1	0	3	3	35	58	93
Kénya	1	6	72	3	0	3	1	4	94	125	219
Oulenko	2	6	182	3	0	3	3	6	135	134	269
Ourétembé	1	3	60	3	1	0	3	3	43	73	116
P. Fello	2	7	132	6	0	2	3	5	77	191	268
Sandaké	3	11	207	9	1	1	7	8	118	177	295
Souméta	3	9	209	6	1	0	8	8	92	155	247
Soumpoura	3	10	198	6	1	4	4	8	164	196	360
Tougué 1	3	12	288	12	4	8	5	13	208	212	420
Tougué 2	4	18	464	10	1	17	5	22	431	445	876
Total	30	108	2338	79	16	41	57	98	1743	2270	4013

Tableau 10 Récapitulation des principaux indicateurs scolaires au niveau des CU

CU	Effectif élèves	Nombre salles de classe	Effectif maîtres	Nombre tables bancs	Ratio élèves / salles de classe	Ratio élèves / maître	Ration élèves / table-banc	Ratio maîtres / salle de classe	Ratio filles / garçon	% Déperdition scolaire
Koubia	2 986	92	75	1 885	32,4	39,8	1,6	0,8	0,85	1,57
Labé	21 996	483	545	8 583	45,5	40,3	2,6	1,1	1,02	2,87
Lélouma	2 390	65	64	1 252	36,7	37,3	1,9	0,9	1,06	3,22
Mali	3 807	88	82	1 399	42,7	46,4	1,7	0,2	0,87	1,99
Tougué	4 013	108	98	2 338	37,1	41,0	1,7	0,9	0,76	2,80

CU Lélouma

L'analyse des Tableaux 7 et 10 atteste que de gros efforts ont été fournis dans la CU de Lélouma en matière de scolarisation. Ainsi, le ratio élève / maître est dans l'ordre de 37,3 tandis que celui relatif aux élèves et salles de classe est estimé à 36,7. En ce qui concerne, le ratio élève / table-banc, il est égal à 1,9, correspondant à la norme EPT (2). Quant à la parité filles / garçon, elle est de 1,06 soit un effectif numérique des filles supérieur à celui des garçons. Ceci prouve aujourd'hui que les parents d'élèves de cette commune ont compris la nécessité de scolariser les jeunes filles.

S'agissant des enseignants, la CU de Lélouma compte un effectif de 64; l'effectif du personnel enseignant est à majorité masculine (49 hommes contre 15 femmes) effectif relativement proportionnel aux salles de classes dont le nombre est de 65.

Ceci est en conformité avec les normes définies par l'EPT qui dit un maître par salle de classe.

CU Mali

La CU de Mali est caractérisée par la faiblesse de certains indicateurs dont, entre autres, le ratio élèves / table-banc qui est de 2,7 contre la norme EPT qui est de 2,0; ce qui indique qu'il y a une surcharge d'élèves par table-banc (voir Tableaux 8 et 10).

S'agissant du ratio élève / salle de classe, il est de 43,7 contre 40, la norme EPT, tandis que le ratio élève / maître est de 46,4. Quant à la parité fille / garçon, il est égal à 0,87.

La CU de Mali compte 82 enseignants dont 23 femmes, effectif enseignant inférieur au nombre de salles de classe (88) soit un manque à gagner de 6 pour répondre à la norme EPT, un maître pour une salle de classe.

CU Tougué

La CU de Tougué possède 30 écoles primaires publiques, une école franco-arabe, une école privée et un centre Nafa, pour une population scolaire de 4013 élèves dont 1743 filles (voir Tableaux 9 et 10).

Le nombre de cas de déperdition scolaire enregistré est de 114 dont 54 filles soit 2,8%, pour 47% de déperdition des filles. Les causes évoquées sont le changement d'établissement lié au cycle (passage du primaire au secondaire et le mariage précoce des jeunes filles).

La double vacation est pratiquée au niveau de deux écoles, Tougué 2 et 3, où il y a deux groupes pédagogiques en 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} année.

Trois écoles seulement disposent de classes multigrades à savoir: Kalanka (4^{ème} +6^{ème} année pour 57 élèves), Loumbouta (3^{ème} +4^{ème} année pour 57 élèves) et Mambari (3^{ème}+4^{ème} année pour 57 élèves).

En ce qui concerne les différents ratios, il se présente ainsi qu'il suit: Ratio élèves / table-banc 1,7; ratio élèves / maître 41,0; ratio élèves / salle de classe 37,1; parité filles / garçon 0,76.

A l'instar de Lélouma, la CU de Tougué a aussi fourni de gros efforts dans l'amélioration de certains indicateurs, et cela grâce à l'apport des différents partenaires au développement.

Les ratios élèves / salle de classe pour Koubia (32,4), Lélouma (36,7) et Tougué (37,1) sont tous inférieurs aux normes EPT (40 en zone rurale et 45 en zone urbaine). Cependant, les ratios obtenus pour Mali (42,7) et Labé (45,5) sont légèrement supérieurs aux normes EPT.

Concernant les ratios élèves / maître à Lélouma (37,3), Koubia (39,8), Labé (40,3) et Tougué (41,0), ceux-ci sont inférieurs à la norme EPT qui est de 45 élèves / maître, tandis qu'à Mali le ratio égal à 46,4 est supérieur à la norme.

S'agissant des ratios maîtres / salle de classe qui sont de 0,2 pour Mali, 0,8 pour Koubia, 0,9 pour Lélouma et Tougué, ceci dénote une infériorité numérique du personnel enseignant par rapport au nombre de salles de classe, sauf à Labé qui fait exception avec un effectif de maîtres nettement supérieur aux salles de classes soit 545 maîtres pour 483 salles de classe (ratio 1,1).

La parité filles / garçons est remarquable dans les CU de Lélouma et Labé avec respectivement 1,06 et 1,02. Dans ces communes, l'effort des parents et des projets est visible car le nombre des filles scolarisées dépasse celui des garçons. Cet état de fait prouve l'intérêt que les parents accordent à l'éducation de la jeune fille.

La déperdition scolaire est plus élevée à Lélouma, Labé et Tougué avec respectivement 3,22%, 2,87% et 2,80% contre seulement 1,57% à Koubia et 1,99% à Mali. Les cas de déperdition les plus fréquents sont enregistrés en fin du cycle élémentaire (passage au secondaire) à cause du changement du lieu de résidence des élèves et du manque des tuteurs.

4.4 Les infrastructures sanitaires

Le nombre total de centres de santé est de 10 dont 6 relevant exclusivement de la CU de Labé. Quant aux postes de santé, la RA compte 23, dont 16 sont fonctionnels contre 7 non fonctionnels.

Tableau 11 Les infrastructures sanitaires des CU

CU	Nombre centres de santé	Nombre postes santé		Difficultés de fonctionnement des formations sanitaires
		Fonctionnel	Non fonctionnel	
Koubia	1	2	1	Enclavement des points regroupement pour vaccination, insuffisance personnel qualifié, coût élevé des prestations sanitaires et des médicaments
Labé	6	3	1	Rupture stocks médicaments et consommables, manque de concertation entre les comités de gestion de formation sanitaire relevant de la Commune et le conseil communal
Lélouma	1	3	3	Coût élevé des prestations sanitaires et des médicaments, manque personnel de santé
Mali	1	5	2	Manque Radio vacation, faible couverture en DTC, insuffisance personnel soignant, contractuels locaux sans expérience ni compétence
Tougué	1	3		Insuffisance de personnel qualifié, insuffisance des infrastructures
Total	10	16	7	-

Au nombre de difficultés de fonctionnement des infrastructures sanitaires, il y a lieu de mentionner l'insuffisance de personnel qualifié ce qui pousse les communautés à recourir par fois à des contractuels locaux sans expérience ni compétence exposant ainsi les patients à des risques incalculables. A cela s'ajoute le coût élevé des prestations et des médicaments sans oublier le dysfonctionnement des comités de gestion.

Toutefois, on peut noter ici la pénurie d'informations relatives à la situation sanitaire des populations vivant dans les quartiers périurbains.

4.5 Les points d'eau aménagés

A l'analyse du Tableau 12, on se rend compte que certains quartiers sont quasi déshérités.

Tableau 12 Les points d'eau des quartiers périurbains enquêtés

CU	Quartiers périurbains enquêtés	Nombre de points d'eau aménagés				Puits ordinaires
		Forages	Puits améliorés	Source aménagées	Bornes fontaines	
Koubia	Hérico	0	0	0	0	0
	Madina Kossi	5	0	1	0	0
	Missira	6	0	1	0	0
Labé	Dongol	2	3	0	0	0
	Dongol Dayebhé	0	0	0	0	11
	Falo Bowé	1	0	2	0	0
	Nadhel	10	0	0	0	0
	Pétéwel	4	3	0	0	0
	Safatou 1	4	2	0	0	0
Lélouma	Djinkan	1	5	0	4	0
	Poyé	1	5	3	4	0
Mali	Bara	5	3	0	0	2
	Bogoma	2	2	1	2	10
	Horé Fello Yandi	5	0	0	0	6
	Koumba	7	1	5	0	8
	Teinsira	3	0	0	0	1
Tougué	Ballama	4	0	1	6	0
	Ganfata	4	1	0	0	0
	Kénya	5	0	0	0	0
	Oulénko	7	0	0	0	0
	Soumpoura	5	1	0	0	0
Total	-	81	26	14	16	38

La situation du quartier périurbain Dongol Dayebhé de la CU de Labé est préoccupante. La population ne dispose que de puits traditionnels aux eaux troubles, eu égard aux fréquents éboulements dont les puits sont victimes surtout en saison sèche.

Par contre, les populations des quartiers périurbains de Poyé et Djinkan (Lélouma) disposent de bornes fontaines équipées de robinets, dont la distribution est faite à partir de forage. Notons que le nombre de robinets est de 50 à Poyé et 83 à Djinkan.

A Bogoma (Mali), l'école et la poste santé sont alimentés par une borne fontaine. A Koumba, les sources aménagées sont en état de détérioration.

Il a été constaté qu'un forage équipé de pompe sans eau en profondeur a été réceptionné dans le quartier périurbain de Ballama de la CU de Tougué. Cette situation est d'autant regrettable que l'ouvrage est aménagé dans l'enceinte de l'école primaire du village.

4.6 Les sites touristiques

Il apparaît clairement que les quartiers périurbains enquêtés comptent d'intéressants sites très attractifs et partant d'une valeur touristique appréciable dont l'aménagement pourrait permettre aux localités qui les abritent de bénéficier de certains avantages en la matière (retombées des visites et autres).

Tableau 13 Répertoire des sites touristiques selon les quartiers

CU	Quartier	Localisation	Catégories
Koubia	Kiry *	Mamma	Falaises
	Koubia 1	Lingué	Chutes
	Timba *	Dimma	Chutes
Labé	Doghol *	Sounsouré	Chutes
	Lombonna *	Limboko	Promontoire
Lélouma	Djinkan *	Feto Lappi	Perchoirs
	Djinkan *	Djinkan	Echelles
	Poyé *	Banti	Grottes
	Sanama *	-	Falaises
Mali	Bara *	Feto Nalo et Yilo Kelin	Chutes
	Horé Fello Yandi *	Pic Mont Loura	Perchoirs
	Koumba *	Pété Naalé	Perchoirs
	Missidé Yandi *	-	Falaises
Tougué	Ganfata *	Ganfata	Grottes
	Pandjé Fello *	Gountou	Chutes
	Souméta *	Bagata	Chutes
	Sandaké *	Bambena	Chutes

* quartier périurbain

4.7 Les principales activités et leurs contraintes

Tableau 14 Répertoire des activités économiques et leurs contraintes

CU	Activités économiques	Contraintes essentielles	Facteurs dégradant l'environnement
Koubia	Agriculture	Enclavement zones de production, insuffisance domaine aménagé	Feux de brousse, cultures sur brûlis, coupe bois, briqueterie
	Elevage	Divagation animale, vol bétail, conflit A/E, maigre pâturage	
Labé	Agriculture	Insuffisance de domaines aménagés, coût élevé des intrants, faible niveau de fertilité des sols agricoles	Forte pression de la population sur les ressources (bois d'énergie pour cuisine, pour fours à pain et brique), bois d'œuvre, exploitation irrationnelle des berges et zones tampons des cours d'eau
	Elevage	Divagation des animaux, conflits récurrents agriculteurs /éleveurs, rupture de stocks d'intrants vétérinaires, maladies telluriques (PPR, autres)	

	Artisanat	Forte concurrence du marché par les manufactures asiatiques	Les déchets et polluants,
Lélouma	Agriculture	Faible niveau de fertilité des sols, enclavement des bassins de production	
	Elevage	Manque d'abreuvoirs en saison sèche, maladies des petits ruminants	
Mali	Agriculture	Sols non fertiles, faible productivité	Déboisement des fortes pentes
	Elevage	Vol bétail, Maladies telluriques, manque formation professionnelle	
	Artisanat	Coût intrants élevé, insuffisance formation artisans	Détergents et polluants chimiques de la teinture et cordonnerie
Tougué	Agriculture	Accès difficile aux crédits car taux pratiqué très élevé, sols cultivables peu fertiles	Feux sauvages récurrents sur les bowés, coupe bois / scieurs
	Elevage	Manque formation éleveurs, coût élevé des intrants	

Les principales activités économiques dont mention a été faite au niveau des 5 communes urbaines sont essentiellement l'agriculture, l'élevage et l'artisanat. A cela s'ajoute le petit commerce qui se pratique dans toutes les CU.

Les produits de ces activités commercialisés rapportent de maigres revenus aux ménages dont les charges sont énormes. Les contraintes liées au développement de ces secteurs d'activités sont indiquées dans le Tableau 14.

Sur l'ensemble des terroirs visités, ceux des CU de Mali et Lélouma font exception à la réalité dans la RA et sont à l'abri des feux de brousse dont les conséquences en termes dégradation des ressources sont indéniables. Le quartier de Sanama (CU Lélouma) est souvent victime du débordement des feux sauvages en provenance de Binani (préfecture de Gaoual).

Les sensibilisations et formations faites par les projets et programmes ainsi que des ONG y évoluant ont eu un impact positif sur la préservation des ressources naturelles (sol, faune et flore). Par endroits aussi, les ressortissants contribuent énormément à protéger l'environnement.

La promotion des clôtures grillagées surtout dans les CU de Mali et Lélouma a permis de réduire considérablement les prélèvements de bois par les populations pour la confection des haies, des tapades en vue de sécuriser les cultures en toutes saisons.

La pratique des feux incontrôlés est courante dans les CU de Tougué et Koubia où les vastes étendues de sols squelettiques en déprise sont la proie permanente des feux sauvages.

Ces pratiques récurrentes qui sont de mise dans les CU sont de nature à réduire considérablement les superficies cultivables. Cette tendance fragilise les systèmes agraires (champs extérieurs sur versants et coteaux, sur les bas – fonds et berges des cours d'eau...) affectant ainsi la productivité.

4.8 Les projets et programmes

La plupart des projets et programmes intervenant dans la RA de Labé (voir Tableau 15) ne touchent pas de manière directe les quartiers. Leurs zones d'intervention sont plutôt des préfectures, des communes urbaines ou la région entière. Très peu de quartiers périurbains sont directement ciblés par ces interventions.

Tableau 15 Répertoire des projets et programmes

Projet et programmes	Bailleurs	Zone d'intervention	
		Préf. / CU	Quartiers spécifiques
Aide et Action	AFD / Aide et Action	Lélouma, Mali	
Appui à la Stratégie Réduction de la Pauvreté	GTZ	Koubia, Labé, Lélouma, Mali, Tougué	
ARSAMA	BMZ	Mali	Koumba
Projet réalisation mise en valeur d'aménagement hydro-agricole	Gouvernements Espagne - Guinée	Tougué	
PROPEB	GTZ et BND	RA de Labé	
PDSD/HMG	BAD et BND	Koubia	Bhoundou Hollandé, Bogoma, Koumba, Mali Missidé, Pakaya
		Mali	Hérico, Madina Kossi, Missira
		Tougué	Kénya, Oulenko
PRAADEL	FIDA, OPEP et BND	Koubia	
		Labé	
		Lélouma	
		Mali	Bara, Koumba
PACV	Banque Mondiale, FIDA, AFD, ADF et BND	Région de Labé	
Marketing social et communication pour la santé - PSI	KFW	Région de Labé	
APNDS	Banque Mondiale	Koubia	
		Lélouma	
		Mali	
		Tougué	
Hydraulique villageoise	KFW	Labé	Dongol, Nadhel, Safatou
		Mali	
Projet d'appui à l'enseignement primaire et à la scolarisation de la jeune fille « cantine scolaire »	WFP, Banque Mondiale	Koubia,	Hérico, Madina Kossi, Missira
		Labé	
		Lélouma	Djinkan, Poyé
		Mali	Bara, Bogoma, Horé Fello Yandi, Koumba, Teinsira
		Tougué	Ballama, Kénya, Ganfata, Oulenko, Soumpoura
Infrastructures scolaires	GTZ	Tougué	Oulenko
Education pour tous (EPT)	BM	Tougué	Ballama, Kénya

Programme National de Lutte contre le Sida (PNLS)	BM / BND	Région de Labé	Madina Kossi
UNICEF Santé	UNICEF	Koubia	
		Tougué	
Projet éducation adultes	DVV International	Tougué	Ballama, Soumpoura

5 La situation budgétaire des CU

Le faible niveau de recouvrement des recettes et/ou la faible mobilisation des ressources financières locales au niveau des communes réputées les plus pauvres de la RA avec 19,8% taux de réalisation en terme d'investissement à Mali en 2008 contre 37,4% de taux de réalisation pour la CU de Tougué (voir tableaux en annexe). Cette situation constitue un frein à la réalisation du plan d'investissement annuel et constitue un obstacle en terme de respect d'engagement vis-à-vis des projets et programmes qui exigent une contre-partie communautaire.

La mauvaise articulation entre le budget d'investissement et les plans de développement locaux aggrave la disparité entre les quartiers urbains et périurbains.

La non-disponibilité des informations sur le budget de Mali en 2006 s'explique par la destruction des bureaux et des archives de la CU lors de la grève de janvier et février 2007.

L'année 2007 a été essentiellement caractérisée par une crise sociale que la Guinée a connue suite aux grèves organisées par les centrales syndicales, et qui a eu pour corollaire une désobéissance civique généralisée ayant eu une incidence négative sur la mobilisation des ressources financières à tous les niveaux. Les CU de la RA de Labé n'échappent à cette règle. Ce qui fait donc que le pourcentage d'exécution des budgets en 2007 est de loin inférieur à celui de 2006. Toutefois Tougué a réalisé de gros efforts avec 76% de taux d'exécution en investissement.

Dans le domaine du fonctionnement pour la même période, Lélouma a eu un taux d'exécution de 93%, contre près de 58% à Labé, 45% à Koubia, 37% à Tougué et 34% à Mali.

S'agissant du cas particulier de la CU de Labé, il faut reconnaître que le volume du budget ne reflète pas les possibilités financières dont elle dispose surtout en matière de contribution foncière unique (CFU).

Le constat le plus amer dans l'exécution des différents budgets des communes est la faible intervention dans les quartiers périurbains. Les populations de ces localités ne sont souvent sollicitées qu'en matière de mobilisation de ressources, notamment l'impôt minimum pour le développement local. La plupart de ces quartiers ne reçoivent pas leur part, et aucune action d'investissement n'est réalisée sur leur territoire. Ce qui constitue une réelle préoccupation pour ces localités.

L'analyse de l'exécution des différents budgets des cinq CU de la RA montre qu'en matière de réalisation au titre de l'exercice 2006 en investissement, Lélouma se distingue nettement des autres avec près de 94,6%, suivi respectivement de Tougué et Labé avec près de 71%, tandis que Koubia n'a réalisé que 58%.

En ce qui concerne le volet fonctionnement en 2006, Lélouma est encore en tête avec près de 95% contre respectivement près de 78%, 58% et 53% à Labé, Koubia et Tougué.

En 2008, compte tenu du fait qu'au moment du passage de la mission, les budgets étaient en cour d'exécution, donc il a été difficile d'avoir des informations détaillées sur l'exercice 2008.

6 Pauvreté et gouvernance

La méconnaissance des textes légaux et réglementaires (code des collectivités, code foncier et domaniaux etc.), le mépris de la culture démocratique et de la citoyenneté rendent assez complexe la gestion des affaires communautaires.

Le manque d'ouverture à une gestion transparente des ressources, les détournements des fonds des objectifs de développement ciblés par les PDL sont entre autres les véritables entraves de la réduction de la pauvreté.

Les conflits d'intérêt manifestés entre les services du cadastre de la Direction Préfectorale de l'Urbanisme et de l'Habitat (DPUH) et le conseil communal en matière de gestion foncière sont de nature à violer les textes légaux quant leur application.

Pour y remédier, quelques défis majeurs sont à relever:

- L'amélioration du système de gestion des ressources locales;
- Le renforcement des capacités institutionnelles et humaines des municipalités pour assurer la gestion durable des affaires communales;
- La mise en route d'un cadastre performant et de mécanisme de financement de l'habitat avec un encadrement du bornage des domaines et de l'auto construction.

Le manque de concertation est de nature à violer la coordination entre le conseil communal et les comités de gestion mis en place au niveau des formations sanitaires (communes de Mali et Labé).

Le parrainage des quartiers périurbains au niveau de toutes les communes urbaines est dérisoire; les commissions de travail mises en place çà et là ne fonctionnent pas à la satisfaction du conseil communal.

Il faut souligner que les difficultés en matière d'approvisionnement en eau et en électricité constituent le principal goulot d'étranglement pour le développement économique et social des communautés voire les quartiers périurbains.

Par ailleurs le manque notoire d'électricité dans les centres urbains et périurbains contribue à l'aggravation de la criminalité créant ainsi dans les agglomérations, un climat mal sain à la fois pour le climat des affaires que de la sécurité sociale des citoyens et de leurs biens.

D'une manière générale, les cadres organiques des CU ne sont pas meublés, de sorte que les secrétaires généraux des communes sont obligés de jouer à la fois plusieurs fonctions, cette situation n'est pas de nature à assurer un bon fonctionnement de l'administration communale.

A Tougué par exemple, l'autorité communale a désigné un receveur, alors que la commune dispose déjà d'un agent du Ministère des Finances affecté à cet effet. Cette situation est de nature à créer un conflit d'intérêt entre ces deux agents au préjudice du conseil communal.

En effet, l'amélioration de l'accès des populations urbaines et surtout périurbaines en eau et électricité constitue une condition indispensable pour la réduction de la pauvreté.

7 Les résultats de l'atelier de restitution

A la fin des travaux de groupe organisés dans le cadre de l'atelier de restitution des résultats préliminaires de la présente étude, les forces et faiblesses des principaux acteurs concernés ainsi que des recommandations pour l'avenir ont été formulées.

Les participants de l'atelier de restitution ont identifié les forces suivantes:

- Administration communale disponible,
- Existence de PDL validés,
- Existence de Plans annuels d'investissement (PAI),
- Existence de cadre de concertation entre Administration communale, société civile projets et programmes,
- Participation communautaire dans la réalisation des micros projets,
- Volonté manifeste des populations dans la réalisation des infrastructures de base,
- Existence de domaines fonciers à lotir,
- Implantation de plusieurs sociétés de télécommunication,
- Existence des potentialités hydroélectriques,
- Temps d'ensoleillement suffisant.

Ils ont aussi identifié de nombreuses faiblesses, notamment les suivantes:

- Insuffisance de personnel d'encadrement qualifié,
- Manque de subvention aux collectivités,
- Faible représentativité des femmes dans prise de décision,
- Mauvaises élections des conseils par endroit,
- Non ameublement des cadres organiques,
- Manque d'équipement pour les services techniques,
- Faible investissement dans les infrastructures scolaires et sanitaires,
- Manque de synergie d'actions entre les services de recettes, des préfectures et des communes,
- Faible capacité de mobilisation des ressources locales; non-respect de l'orthodoxie financière des collectivités,
- Non maîtrise des lois et textes en vigueur régissant la vie des collectivités due à l'analphabétisme de certains élus,
- La non tenue régulière des sessions du conseil communal,
- Non-publication des procès verbaux pour le rétro information des sessions,
- Non prise en charge des besoins des quartiers périurbains,
- Faible taux de recouvrement des taxes et CDL,
- Mauvaise gestion des infrastructures marchandes,
- Le poids de la tutelle,
- Manque des services de cadastres par endroit,
- Non-implication de la mairie dans la commission domaniale,
- Faible couverture du réseau GSM,
- Insuffisance des sources d'énergie pour l'alimentation des pylônes,
- Faible initiatives locales de développement,
- Absence de coopération décentralisée,
- Non-valorisation du potentiel existant.

Par conséquent, les recommandations suivantes ont été proposées:

- Octroyer aux collectivités décentralisées les subventions étatiques,

- Redéployer les cadres techniques vers les quartiers périurbains: centres et postes de santé, écoles etc.,
- Application stricte du code des collectivités,
- Organiser des élections libres et transparentes,
- Améliorer la représentativité des femmes dans les organes de décision,
- Meubler le cadre organique et équiper les services techniques,
- Renforcement des capacités institutionnelles en mobilisation et la gestion des ressources financières,
- Améliorer les mécanismes d'élaboration, d'exécution et de suivi du budget,
- Créer un partenariat avec les acteurs sociaux dans la recherche des capitaux à long terme,
- Application rigoureuse des textes de lois,
- Publier les procès verbaux des différentes sessions,
- Orienter les interventions des projets et programmes dans les quartiers périurbains,
- Impliquer systématiquement l'administration communale dans la gestion domaniale,
- Promotion de l'électrification rurale et extension du réseau de communication existant,
- Initier et entretenir la coopération décentralisée (jumelage),
- Mettre en valeur les potentialités en énergie renouvelable.

8 Conclusions et recommandations

Le développement des CU de la RA de Labé, l'une des plus pauvres du pays reste confronté à des problèmes d'ordre démographique, social, économique, infrastructurel et de gouvernance.

A l'analyse, on se rend de plus en plus compte que la mise en œuvre correcte des Plans de développement locaux (PDL) dépend de la maîtrise des politiques sectorielles. Les PDL constituent des instruments efficaces pour inverser la tendance dans les court, moyen et long termes. Le renforcement des capacités institutionnelles et humaines des communes urbaines dans tous les domaines, en particulier en matière de finances locales, la transparence dans la gestion, sont autant des mesures à envisager pour offrir un environnement favorable au développement, en vue de réduire de manière significative et durable la pauvreté dans les localités urbaines de la région.

Il est prépondérant que les autorités municipales mettent un accent particulier sur la mise en œuvre des mesures correctives pour améliorer la gouvernance locale et en particulier la gouvernance économique. Pour y arriver, les mauvaises pratiques dans la gestion des affaires locales doivent céder la place à la gestion transparente.

Il est recommandé aux autorités municipales:

- D'impliquer les conseillers des quartiers urbains et périurbains aux séances de concertation pour nourrir constamment les débats publics maintenant une certaine vigilance face aux actions de développement communautaire,
- D'orienter les appuis des projets et programmes particulièrement aux quartiers déshérités, ceci en harmonie avec l'assistance des ressortissants,
- De meubler les services locaux créés par les CU et en faire des outils efficaces dans la mise en œuvre des PDL et PAI concertés,
- De plus, les principes d'équité, d'efficacité et d'efficience dans la gestion des affaires doivent être envisagés. Pour un meilleur fonctionnement de l'administration communale, les cadres organiques doivent être meublés, ceci pour décharger les secrétaires généraux des communes qui aujourd'hui assument à la fois plusieurs fonctions.

Aussi, il est plus que jamais nécessaire de mettre en place un environnement favorable à la culture démocratique, gage certain d'un développement économique et social durable dans l'intérêt de nos populations.

Annexe 1 Exécution des budgets, CU Koubia (en GNF)

	2006	2007	2008
Recettes:			
Prévision	53 999 000	54 755 000	57 792 300
Recouvrement	31 719 600	26 513 000	30 519 980
Reste à recouvrer	22 279 400	28 242 000	27 272 320
%	58,7	48,4	52,8
Dépenses (fonctionnement)			
Prévision	24 299 550	24 639 750	23 116 920
Réalisation	14 096 070	11 146 815	-
Ecart	10 203 480	13 623 885	-
%	58,0	45,2	-
Dépenses (investissements)			
Prévision	29 699 450	30 115 250	34 675 380
Réalisation	17 228 530	16 563 385	-
Ecart	12 470 920	13 551 863	-
%	58,0	55,0	-

Annexe 2 Exécution des budgets, CU Labé (en GNF)

	2006	2007	2008
Recettes:			
Prévision	619 415 544	753 604 179	941 628 706
Recouvrement	520 653 394	426 764 964	-
Reste à recouvrer	98 762 150	326 839 215	-
%	84,1	56,62	-
Dépenses (fonctionnement)			
Prévision	209 923 960	207 819 881	260 382 918
Réalisation	163 575 712	115 893 229	-
Ecart	46 348 248	91 926 652	-
%	77,9	55,8	-
Dépenses (investissements)			
Prévision	409 491 584	545 784 298	681 245 788
Réalisation	289 556 472	241 278 789	-
Ecart	119 935 112	304 505 509	-
%	70,5	44,2	-

Annexe 3 Exécution des budgets, CU Lélouma (en GNF)

	2006	2007	2008
Recettes:			
Prévision	76 800 000	60 091 160	56 555 000
Recouvrement	72 397 842	41 840 600	46 463 400
Reste à recouvrer	4 402 158	18 250 560	10 091 600
%	94,3	69,6	82,2
Dépenses (fonctionnement)			
Prévision	22 960 000	17 917 440	22 622 000
Réalisation	21 622 360	16 736 240	18 585 260
Ecart	1 337 640	1 181 200	4 036 740
%	94,2	93,4	82,2
Dépenses (investissements)			
Prévision	53 840 000	43 485 168	33 933 000
Réalisation	50 775 482	25 104 360	27 878 040
Ecart	3 064 518	18 380 808	6 054 960
%	94,3	57,7	82,2

Annexe 4 Exécution des budgets, CU Mali (en GNF)

	2006	2007	2008
Recettes:			
Prévision	-	145 452 932	13 101 830 850
Recouvrement	-	100 952 232	2 593 303 750
Reste à recouvrer	-	42 500 700	10 508 527 100
%	-	69,4	19,8
Dépenses (fonctionnement)			
Prévision	-	24 472 300	33 964 900
Réalisation	-	8 398 300	16 186 200
Ecart	-	16 379 000	17 778 700
%	-	34,3	47,7
Dépenses (investissements)			
Prévision	-	118 980 632	13 067 865 950
Réalisation	-	90 538 132	2 574 190 350
Ecart	-	28 442 500	10 493 675 600
%	-	76,1	19,7

Annexe 5 Exécution des budgets, CU Tougué (en GNF)

	2006	2007	2008
Recettes:			
Prévision	62 535 000	66 714 000	72 233 000
Recouvrement	37 548 700	24 966 500	28 716 500
Reste à recouvrer	24 986 300	41 747 500	43 516 500
%	60,0	37,4	39,8
Dépenses (fonctionnement)			
Prévision	37 521 000	40 028 400	19 439 500
Réalisation	19 829 200	14 921 900	-
Ecart	17 691 800	25 106 500	-
%	52,8	37,3	-
Dépenses (investissements)			
Prévision	25 014 000	26 685 500	52 793 500
Réalisation	17 719 500	9 986 600	-
Ecart	7 294 000	16 698 900	-
%	70,8	37,4	-

Annexe 6 Guide d'entretien

1. Informations générales

Commune urbaine de:

Date de création

Catégorie de la Commune (type A, B ou C)

Nombre de quartiers dont périurbains

Population totaledont combien des femmes.....

Nombre de conseillers ?.....nombre de conseillères ?.....

Combien de conseillers viennent – ils des quartiers périurbains ?.....

Niveau de meublement du cadre organique ?.....

Quels les services locaux créés et gérés par la commune ?.....

.....

Quelle est la zone d'intervention des services créés par la commune ?.....

.....

La commune dispose – t- elle d'un PDL ?.....

Si oui, quelles sont les priorités et leur localisation ?.....

.....

Si non pourquoi ?.....

La commune a-t-elle un PAI ? si oui quelles les priorités et leur localisation ?.....

.....

Comment se présente le budget de l'exercice 2006, 2007 et le premier semestre de l'année 2008 ?

.....

Quelles sont les activités d'investissements réalisées dans les quartiers périurbains ?.....

.....

Quels sont les projets intervenants dans les quartiers périurbains ?

.....

2. Situation de pauvreté des quartiers périurbains

2.1. Pauvreté et gouvernance

Quel est le niveau de fonctionnalité des conseils de quartier, en matière de mobilisation des recettes, de l'entretien des équipements sociaux, de relation avec la société civile (comité de santé, APAE) ?.....

Les quartiers bénéficient – ils de formation en vue d'une meilleure gestion de leur quartier ?.....

Quel est le niveau d'implication des quartiers dans l'analyse des problèmes et le choix des actions prioritaires de développement local ?.....

Les quartiers périurbains influencent – ils les décisions communales ? si oui comment ?.....

2.2. Pauvreté et infrastructures

Quelle est la distance qui sépare chacun de vos quartiers périurbains du centre ville ?
tableau

Quel est l'état de leur route en toute saison ?.....

Quel est l'apport de la commune pour l'entretien des routes communautaires et ouvrage de franchissement ?.....

.....

Quel est l'apport des projets et programmes, des ressortissants dans l'entretien des infrastructures routières ?.....

Les quartiers périurbains ont – ils bénéficié d'une action de lotissement ?.....si
oui avec l'appui de qui

.....
Quel est le type d'habitat dominant dans chacun de ces quartiers périurbains ?

.....
Quel est leur état actuel ?.....

Les quartiers sont ils couverts par le réseau électrique de la ville ?.....

Si oui, lesquels

L'énergie solaire est – elle utilisée dans les quartiers périurbains ? Si oui

Avec combien de maisons d'habitation ?.....

Quels quartiers périurbains sont couverts aujourd'hui par le réseau GSM ?

2.3. Pauvreté et activités économiques

Quelles sont les principales activités des populations ?

.....
Quelles sont celles qui génèrent plus de revenus

.....
Quelles sont les contraintes liées au développement de ces secteurs d'activités ?.....

.....
Existent – ils des sites touristiques ?.....si oui les quels ?.....

2.4. Pauvreté et santé

Nombre de cas de VIH notifié ?.....

Nombre de centres de santé ?

Nombre de poste de santé ?.....

Situation du personnel de santé ?

Apport des projets et programmes, ressortissants ?.....

Principales difficultés liées au fonctionnement des centres et postes de santé ?.....

2.5. Pauvreté et éducation

Comment se présente la situation scolaire au niveau des quartiers périurbains ?.....

.....
Nombre de cas de déperdition scolaire enregistrés ?.....

Situation du mobilier scolaire ?.....

Pratique de la double vacation ?.....

Situation des classes multigrades ?.....

Existent – ils de centres d'alphabétisation ?.....

Si oui, quel est leur état de fonctionnement ?.....

Quels sont les effectifs actuels ?.....

Existe – t – il de centres NAFA ?.....

Si oui quel est leur état de fonctionnement

Apport des projets et programmes, ressortissants ?.....

2.6. Pauvreté et environnement

Quels sont à l'heure actuelle les facteurs de dégradation de l'environnement ?

.....

Annexe 7 Liste des quartiers urbains et périurbains de la RA de Labé

CU	Quartiers urbains	Quartiers périurbains
Koubia	Koubia 1, Koubia 2	Hérico+, Kiry, Madina Kossi+, Missira Timbobhé+, Moromi, Timba
Labé	Daka 1, Daka 2, Doghora, Dow Saré, Konkola, Kouroula, Mairie (Ley Saré), Madina, Mosquée, Pounthioun, Tata 1, Tata 2	Bambaya, Companya, Dongol+, Dongol Dayébhé+, Fady, Fafabhé, Falo Bowé+, Horé Saala, Koulidara, Lombonna, Nadhel+, Petewel+, Poreko, Saala Douye, Safatou 1+, Safatou 2
Lélouma	Diala, Kénéry, Pétel	Damboudhé, Djinkan+, Poyé+, Sanama
Mali	Mosquée, Mali 1, Mali 2, Mali 3	Bandouya, Bara+, Bérébéré, Bhoundou Hollandé, Bogoma+, Dongol Amoroya, Horé Fello Yandi+, Kortoméré, Koumba+, Ley Thiehél, Mali Misidé, Ndantawi, Pakaya, Sôpary, Teinsira+, Wanwan
Tougué	Tougué 1, Tougué 2	Ballama+, Bolé, Kalanka, Kambaya, Kéléla, Kénya+, Ganfata+, Oulenko+, Ourétembé, Pandjé Fello, Sandaké, Souméta, Soumpoura+

+ quartier périurbain enquêté

Annexe 8 Documents consultés

Archives des communes (rapports administratifs 2006 – 2007).

République de Guinée: Textes de loi portant code de collectivités locales.

ASRP: Atlas de la Pauvreté. GTZ, mai 2008.

RA Labé: Stratégie régionale de réduction de la pauvreté. Décembre 2007.

SP/SRP: Rapport de mise en œuvre de la SRP pour l'année 2006. Octobre 2007.

DNS/MP: Enquête démographique et de santé Guinée 2005. Avril 2006.

République de Guinée: Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH). Conakry 1996.